

Maputo, Mozambique, 28 octobre (Infosplusgabon) - La hausse des températures, l'évolution des précipitations et la fréquence accrue des phénomènes météorologiques extrêmes devraient ralentir les progrès en matière de productivité des systèmes de culture et d'élevage et améliorer la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne, selon un rapport annuel sur les tendances et perspectives 2016. (ATOR).

L'ATOR a été lancé mercredi par le ReSAKSS, un programme régional facilité par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), lors de l'ouverture officielle de la conférence annuelle ReSAKSS 2017, organisée par l'IFPRI en partenariat avec la Commission de l'Union africaine.

La conférence, intitulée «Un secteur agricole prospère dans un climat changeant : atteindre les objectifs de la Déclaration de Malabo grâce à une agriculture intelligente face au climat», a promu, examiné et dialogué sur le programme de mise en œuvre du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) parmi les décideurs politiques, les partenaires au développement, les chercheurs, les groupes de plaidoyer, les organisations paysannes, le secteur privé et d'autres acteurs clés d'Afrique et d'ailleurs.

Les faits montrent que le changement climatique risque de constituer une menace majeure non seulement pour l'agriculture africaine, mais aussi pour atteindre les objectifs de la Déclaration de Malabo, en particulier l'élimination de la faim d'ici 2025.

Le dernier rapport décrit comment l'Agriculture intelligente face au climat (CSA) peut aider à relever les défis liés aux moyens de subsistance, à la sécurité alimentaire et au changement climatique.

"Il existe des opportunités pour davantage de partenariats public-privé qui facilitent l'accès aux technologies intelligentes face au climat pour les petits agriculteurs. Nous devons les exploiter".

Outre le partenariat avec le secteur privé, les politiques et programmes de CSA performants devront tenir compte des interrelations entre les sexes, les changements climatiques, l'agriculture et la nutrition lors de la conception des politiques et programmes de CSA», a déclaré Josefa Sacko, Commissaire à l'économie rurale et à l'agriculture de la Commission de l'Union africaine (CUA).

"Au fil des ans, le monde a connu une augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes qui menacent de ralentir les progrès vers une productivité agricole accrue et la réduction de la faim et de la malnutrition, en particulier chez les petits agriculteurs africains", a déclaré Shenggen Fan, directeur général de l'Institut International de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

"Cela appelle de toute urgence pour un cadre intégré pour faire face à cette menace

multiforme. Je suis convaincu que la CSA, avec son approche multidisciplinaire, offre un outil intégré pour relever les défis de la satisfaction des futures demandes de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans un climat changeant".

Le secrétaire permanent du Mozambique au ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire, Victor Canhamba a appelé à des solutions pratiques sur le continent pour lutter contre le changement climatique.

L'ATOR suggère, en outre, que l'adoption généralisée de pratiques CSA peut avoir un effet positif sur la production alimentaire et la production agricole totale, entraînant une réduction des prix et une diminution du nombre de personnes exposées à la faim et des enfants de moins de cinq ans exposés à la malnutrition.

Bien que la production céréalière devrait doubler en Afrique au sud du Sahara (ASS) d'ici le milieu du siècle, elle sera encore inférieure de près de 5% en raison de l'impact négatif du changement climatique. Et à cause du changement climatique, 38 millions de personnes de plus, la plupart en Afrique de l'Est, devraient être menacées de la faim en 2050.

Le rapport examine la contribution de CSA pour atteindre les objectifs de la Déclaration de Malabo en faisant le point des connaissances actuelles sur les effets du changement climatique en examinant les preuves existantes de l'efficacité des diverses stratégies de CSA et en discutant des pratiques et des outils axés sur la CSA pour l'élaboration de politiques et de

programmes fondés sur des données probantes.

Les dirigeants agricoles de plusieurs pays africains ont exprimé leur soutien à l'adoption des stratégies et des pratiques de CSA.

Selon le rapport, l'adoption de CSA augmente considérablement les rendements agricoles et les exportations nettes, soulignant le rôle potentiel de CSA dans l'atténuation des risques induits par le climat dans la production agricole et la sécurité alimentaire.

Pour assurer l'efficacité de CSA, le rapport recommande une série de mesures stratégiques pour son adoption et sa mise en œuvre à grande échelle.

Celles-ci comprennent des programmes de formation liés au CSA pour les agents de vulgarisation ; les politiques et stratégies qui renforcent les capacités des petits agriculteurs en tant qu'entrepreneurs ; construire des installations de stockage et créer les conditions d'un marché réactif pour les chaînes de valeur locales ; introduire des paiements pour les services écosystémiques ; l'expansion des programmes de gestion des risques liés à l'agriculture, y compris des mécanismes d'assurance formels comme l'assurance indicelle météorologique ; et tirer parti des partenariats public-privé pour faciliter les investissements nécessaires dans les pratiques et les technologies de CSA.

Les résultats du rapport suggèrent que les pratiques de CSA peuvent contribuer à accroître la résilience au changement climatique, mais des recherches plus approfondies sont nécessaires pour développer des méthodes fiables et peu coûteuses de vérification des réductions d'émissions et de suivi des changements d'utilisation des sols, ainsi que les compromis et les synergies entre différents résultats de développement.

ReSAKSS soutient la mise en œuvre réussie du PDDAA en fournissant des données pertinentes pour les politiques, facilitant le dialogue entre les parties prenantes suivant les progrès dans l'examen des objectifs, et renforçant les processus de responsabilité mutuelle aux niveaux continental, régional et national. Il est facilité par l'IFPRI, en partenariat avec la CUA, les Communautés économiques régionales (COMESA, CEDEAO et SADC) et trois centres du CGIAR basés en Afrique (IITA, ILRI et IWMI).

FIN/INFOSPLUSGABON/TRF/GABON 2017

© Copyright Infosplusgabon